

## La marche vers la guerre

*L'histoire est de nouveau en marche.*

ARNOLD J. TOYNBEE.

La décision d'attaquer l'Irak fut prise très tôt. Exactement le mercredi 21 novembre 2001, soixante et onze jours après les attentats du 11-Septembre, alors que M. George W. Bush entamait le onzième mois de sa présidence et que venait de s'achever, en Afghanistan<sup>1</sup>, la guerre contre le régime des tali-

---

1. L'offensive américaine contre l'Afghanistan commença le dimanche 7 octobre 2001 ; la capitale, Kaboul, fut occupée par les forces de l'Alliance du Nord appuyées par les États-Unis le lundi 12 novembre 2001. Mais, malgré le bon déroulement de l'élection présidentielle d'octobre 2004, qui a confirmé la suprématie de M. Hamid Karzaï, le rêve des Afghans de voir s'établir la loi et l'ordre, ainsi que des institutions honnêtes, semble encore lointain. Les talibans ont reconstitué des forces de guérilla qui harcèlent les troupes de la coalition internationale et contrôlent des territoires de plus en plus étendus, tandis que de vastes régions du pays

bans accusés d'héberger les chefs du réseau Al-Qaïda – en particulier M. Oussama Ben Laden – responsables supposés des attaques contre New York et Washington.

Ce jour-là, à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité<sup>1</sup> à la Maison-Blanche, le président s'est approché de M. Donald Rumsfeld, son secrétaire à la Défense, et lui a soudain demandé : « Quel genre de plan militaire avez-vous concernant l'Irak<sup>2</sup> ? » Même M. Rumsfeld, faucon parmi les faucons, et l'un des premiers à avoir voulu impliquer Bagdad dans l'agression du 11-Septembre, fut surpris. Le président insista : « Demandez à Tommy Franks [à l'époque, général en chef du Commandement central des forces armées des États-Unis] d'étudier les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour pro-

---

demeurent sous le joug des seigneurs de la guerre. La culture du pavot et le commerce de l'opium ont repris de plus belle. La communauté internationale oublie peu à peu ses promesses, et l'avenir de l'Afghanistan, qui replonge lentement dans le chaos, paraît chaque jour plus sombre.

1. Le National Security Council (NSC), rattaché au bureau du président, rassemble les membres du cabinet – vice-président, secrétaire d'État, secrétaire au Trésor, secrétaire à la Défense, ainsi que le chef d'état-major des armées et le directeur de la CIA – chargés de conseiller le président en matière de défense et de politique étrangère. Sous la première administration Bush, c'est Mme Condoleezza Rice, alors conseillère du président pour la sécurité nationale, qui en était la coordinatrice.

2. Cf. Bob Woodward, *Plan d'attaque*, tr. fr. G. Berton, D. Chevalier, R. Clarinard, *et al.*, Paris, Denoël, 2004.

téger l'Amérique en renversant au besoin Saddam Hussein. »

L'idée quasi obsessionnelle de s'en prendre à M. Saddam Hussein hantait M. Bush depuis longtemps. Dans ses Mémoires, l'ancien président Clinton a confirmé cette focalisation sur le régime irakien. Relatant sa première rencontre avec son successeur en décembre 2000, avant même la prise de fonctions du nouvel élu, M. Clinton se rappelle que, pour M. Bush et son entourage, l'Irak surtout et un bouclier antimissile « constituaient les principaux problèmes de sécurité<sup>1</sup> ».

Dès le 30 janvier 2001, dix jours après avoir prêté serment et avoir été officiellement déclaré quarante-troisième président des États-Unis, lorsque pour la première fois il s'était réuni avec son Conseil national de sécurité, M. Bush avait demandé à son équipe de se pencher sur la question qui lui tenait le plus à cœur : l'Irak. Présent à cette première réunion, M. Paul O'Neill, alors secrétaire au Trésor, s'en souvient : « Une nouvelle orientation venait d'être décidée au

---

1. Bill Clinton, *Ma vie*, tr. fr. M. Bessières, A. Botz, J.-L. Fidel, *et al.*, Paris, Odile Jacob, 2004. M. Clinton se souvient avoir répondu à M. Bush : « Je lui ai dit que, à l'examen des huit dernières années, je pensais que ses plus gros problèmes de sécurité, dans l'ordre, seraient : Ben Laden et Al-Qaïda ; l'absence de paix au Proche-Orient ; l'impasse dans laquelle se trouvent les puissances nucléaires indienne et pakistanaise et les liens unissant les Pakistanais aux talibans et à Al-Qaïda ; la Corée du Nord ; et enfin l'Irak. »

sommet, et c'est ce changement de politique qui allait maintenant alimenter la discussion. L'hypothèse de départ était que le régime de Saddam déstabilisait la région et qu'il était clairement susceptible de détenir des armes de destruction massive<sup>1</sup>. » C'était huit mois avant le 11-Septembre.

Il est donc clair que ces attentats ont été utilisés par l'administration Bush comme un formidable prétexte pour conforter la volonté du président américain, bien antérieure, d'attaquer l'Irak et de renverser M. Saddam Hussein. Jusqu'à ce 11-Septembre, M. Bush n'avait pour ainsi dire aucun programme de gouvernement, il naviguait à vue et, depuis neuf mois, son administration pataugeait. Ces attaques ont donné un sens à sa présidence. Ce jour-là, il a soudain compris qui il était et quelle était sa destinée. « C'est comme si une lampe s'était allumée dans sa tête », a dit Mme Condoleezza Rice. M. Bush a dû alors se souvenir qu'il avait déclaré un jour : « Je suis investi d'une mission divine : promouvoir une vision biblique de la politique menée par les États-Unis. » Son heure était enfin arrivée.

Dès le lendemain de la journée funeste, alors que les services d'intelligence n'avaient plus aucun doute sur la culpabilité de M. Oussama Ben Laden, et que M. George Tenet lui-même, directeur de la Central

1. Cf. Ron Suskind, *Le Roman noir de la Maison-Blanche*, tr. fr. C. Besson, F.-A. Papon, Paris, Saint-Simon, 2004, p. 117.

Intelligence Agency (CIA)<sup>1</sup>, affirmait catégoriquement que le réseau Al-Qaida était l'auteur des atrocités, M. Bush – qui venait de promettre d'« engager une lutte monumentale du Bien contre le Mal » – n'hésita pas, une nouvelle fois, à demander à ses collaborateurs d'enquêter sur une « éventuelle complicité de Saddam Hussein ».

Patron, alors, de l'antiterrorisme à la Maison-Blanche, M. Richard Clarke rapporte la scène : le président, écrit-il, « a manifestement une idée en tête. Il fait signe à certains d'entre nous et ferme la porte de la salle de conférences : « Écoutez, je sais que vous avez des tonnes de choses à faire... mais je veux vous voir tous, dès que possible, tout repasser au peigne fin depuis le début, absolument tout. Voir si Saddam est

1. M. George Tenet a démissionné de la direction de la CIA le 2 juin 2004. Nommé par le président Clinton, il occupait ce poste depuis 1997. Après le 11-Septembre, il avait cautionné les « preuves » sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak. En démissionnant, il a servi de fusible pour protéger le président Bush. Bouc émissaire, sa tête a été offerte à une opinion publique irritée par l'absence d'armes de destruction massive en Irak, et dubitative sur l'aptitude de l'Administration à gérer une occupation de l'Irak qui conditionne désormais la sécurité intérieure des États-Unis. Le 20 octobre 2004, dans une conférence au Mendel Center du Lake Michigan College, M. Tenet a admis que les rapports de la CIA sur l'Irak contenaient une information « inconsistante », qu'ils n'avaient jamais annoncé une « menace imminente » mais que la Maison-Blanche les avait déformés pour justifier une invasion qu'il a qualifiée d'« erronée »... M. Tenet a été remplacé à la tête de la CIA par M. Porter Goss.